

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 28/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest)

Carrière de Puech Hiver
RD 85
12330 Salles-la-Source

Références : 12-CARMIN-2023-64
Code AIOT : 0006800186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2023 dans l'établissement CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest) implanté Puech Hiver 12330 Salles-la-Source. L'inspection a été annoncée le 10/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest)
- Puech Hiver 12330 Salles-la-Source
- Code AIOT : 0006800186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière "Puech Hiver" est une carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 pour une durée de 20 ans. Sa production maximale autorisée est de 300 000 tonnes par an. Elle a fait l'objet, en 2021, d'un arrêté préfectoral complémentaire autorisant l'approfondissement du carreau actuel sans modification du rythme et du volume autorisé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de la mise en demeure du 14 juin 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 14/06/2022, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité. Une installation de brumisation abat les poussières aux endroits où l'émission de fines est la plus importante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Abattage poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société CMGO exploitant une carrière sise au lieu-dit "Puech Hiver" sur la commune de Salles-la-Source est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions de l'article 22.3.1 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. <p>Article 22.3.1 : "[...]En particulier, les concasseurs, cribles et sorties de tapis comportent des dispositifs de pulvérisation d'eau sous pression."</p>
<p>Constats :</p> <p>Une installation de brumisation a été mise en place sur l'installation notamment au niveau du silo "sable" secondaire, en amont et en aval du broyeur (secondaire), au niveau du 0/20 primaire et en amont et aval du scalpage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite